

Punaises de lit : la Ville compte bien se pencher sur le fléau

MARSEILLE

Alors que la députée LREM Cathy Racon-Bouzon vient de remettre son rapport sur les punaises de lit, la nouvelle majorité a pour objectif de créer un service municipal de proximité dédié aux nuisibles.

Petit à petit, les choses avancent sur le fléau des punaises de lit. Mais pas aussi vite que la prolifération de ce minuscule insecte (4 à 7 mm) qui touche tous les quartiers et toutes les couches sociales de Marseille : en trois ans, les professionnels ont multiplié par trois leurs interventions.

« La punaise de lit reste la grande orpheline des politiques publiques », constate Cathy Racon-Bouzon. La députée LREM a remis au gouvernement un rapport sur le sujet (notre édition de jeudi), mettant en lumière « la nécessité de mettre en œuvre un plan d'action global, coordonné, porté en interministériel ». « Nous annoncerons prochainement un plan d'actions avec le ministre de la Santé », a assuré Emmanuelle Wargon, ministre du Logement, lors de la remise du rapport.

En attendant, la nouvelle municipalité se penche sur le sujet. « Si Michèle Rubirola m'a confié cette délégation, c'est que l'on prend l'importance du problème à Marseille, une des vil-



En novembre 2019 ou ici en février, le collectif inter-punaises de lit s'est mobilisé devant l'ARS pour dénoncer le fléau. PHOTO DR

les les plus touchées», nous confie Aïcha Guedjali, conseillère municipale (FI) en charge de la lutte contre les perturbateurs endocriniens et les nuisibles. En phase exploratoire, l'élue ne peut encore s'avancer sur des annonces concrètes. « Cela va aussi dépendre des mesures et des moyens que le gouvernement prendra », estime-t-elle.

« Il y aura des campagnes de sensibilisation et des aides pour les plus précaires », projette Aïcha Guedjali. La mise en place d'un service municipal de proximité dédié à la lutte contre les nuisibles fait partie des projets phares. Cette mesure est l'une des demandes fortes du collectif inter-punaises de lit. Composé de 19 orga-

nisations (collectifs, politiques, syndicats et associations), il a lancé l'alerte sur le fléau en tentant aussi de mobiliser les pouvoirs publics, comme lors de manifestations devant l'Agence régionale de la santé (ARS).

Le collectif impatient de connaître la suite

Évidemment, le rapport de Cathy Racon-Bouzon était très attendu. « Nos revendications se trouvent pour la plupart dans le rapport », se félicite, dans un communiqué, le collectif cofondé par Djamilia Haouache, en prise avec les problématiques du logement à Air-Bel (11^e) et Katia Yakoubi, travailleuse sociale membre de la France insoumise. Aide financière pour

les plus précaires ou reconnaissance comme problème de santé publique sont notamment reprises dans le rapport de la députée, qui a auditionné le collectif.

En revanche, « nous regrettons l'absence d'un encadrement des prix pour ne pas faire fructifier une activité marchande et des mesures contre les arnaques possibles », déplore le collectif, qui aurait aimé que la notion « de gratuité pour les plus précaires soit mentionnée ». « Nous attendons des solutions de financements claires et précises du gouvernement », conclut le collectif qui doit rapidement rencontrer la nouvelle municipalité.

Florent de Corbier

« Gauche, écologistes et citoyens sans partis, il faut s'unir au maximum »



La Gardannaise Brigitte Apothéloz, a été désignée co-cheffe de file avec Olivier Dubuquoy, pour EELV lors des régionales.

La Marseillaise : Comment s'est déroulée votre désignation ?

Brigitte Apothéloz : Il y a eu un vote des adhérents EELV Paca. Il y avait 7 hommes et 3 femmes candidats, comme Christine Juste ou Jean-Yves Petit. J'ai

été positionnée car on aime ma loyauté, ma pugnacité et mon désir de transparence. Mon grand-père était directeur dans une école au sein des Corons de Lorraine. Il disait toujours « donnez le plus à ceux qui ont le moins », j'ai été biberonnée au sens de la justice. Avec Olivier Dubuquoy, on fonctionnera en duo. Le conseil fédéral débat des scénarios pour les régionales qui nous seront présentés dans la semaine. Nous aurons ensuite une tête de liste pour conduire les discussions avec tous les partenaires.

Le rassemblement est-il un préalable à la victoire ?

B.A. : Gauche, écologistes et citoyens sans partis, il faut s'unir au maximum car cette région est fortement à droite. Je préfère l'union tout de suite. Elle ne se décrète pas mais se construit sur le consentement et pas sur des accords d'appareils. L'ossature sera les grands défis que le changement cli-

matique nous oblige à mettre en œuvre : inondations, incendie, sécheresse, notre région est la plus impactée. C'est cela qui doit nous guider. Tout comme la démocratie et la transparence. Tous ceux qui veulent participer à ce grand défi régional sont les bienvenus. La porte est ouverte à tout le monde.

Quel bilan tirez-vous de la majorité de droite sortante ?

B.A. : Ils n'ont rien vu venir. On savait qu'il fallait travailler à trouver solutions sur la question de l'eau, que ce soit en manque et en surplus. On a perdu un mandat là-dessus. Ce que je reproche essentiellement à la Région, c'est de ne pas avoir pris la bonne boussole. La Cop d'avance de la Région ? C'est tant mieux sur les idées, mais pas sur les actes où la droite manque de réalisations. Elle dit ce qu'elle fait mais ne fait pas ce qu'elle dit.

Propos recueillis par F.C.

MARSEILLE Présidentielle 2022 : Rubirola veut une candidature commune

La maire écologiste de Marseille fait partie des signataires d'une grande tribune, « 2022, (vraiment) en commun », qui appelle à une candidature commune à gauche pour la présidentielle de 2022. Le texte réunit des personnalités de différents horizons politiques, syndicaux, associatifs et universitaires. Ils appellent à « une alternative écologique, sociale et démocratique » au néolibéralisme pour la présidentielle. Parmi les signataires, on note l'économiste Thomas Piketty, Clémentine Autain (FI), Damien Carême (EELV), Elsa Faucillon (PCF) mais aussi Robert Guédiguian ou le psychanalyste Roland Gori.

Royer-Perreaut réclame une conférence sociale

« Ne laissons pas les Marseillais et notre ville sombrer dans l'individualisme et la pauvreté. » On pourrait croire à une injonction de la gauche lors des municipales. La phrase émane pourtant de Lionel Royer-Perreaut, maire LR des 9-10. Il s'alarme du fait que « la Covid-19 fait flamber la précarité ». Dans un long communiqué, il « demande à la Ville de Marseille d'organiser en urgence, une conférence sociale extraordinaire, avec tous les acteurs sociaux concernés, pour proposer des solutions d'urgence dignes aux Marseillais ». Lionel Royer-Perreaut appuie son constat avec sa casquette de président du bailleur social 13 Habitat. « Les impayés atteignent 5,5 millions d'euros, c'est 1 million de plus que lors d'une année normale. Le taux de rotation de nos logements a été divisé par 2 », souligne-t-il. Le maire du 9-10 veut « ouvrir des logements d'hébergement d'urgence ». Difficile de s'opposer à ces constats et propositions. Qu'il aurait déjà pu défendre dans sa propre majorité passée... Une seule unité d'hébergement d'urgence existe à Marseille et va bientôt déménager dans un site neuf mais avec un tiers de capacité en moins.

Les enfants parlent de la Covid à l'école

La Ville présente cet après-midi, à l'heure de la sortie des classes à l'école des Abeilles (1^{er}), le projet « Mon école en toute sécurité : place des enfants » : une initiative pédagogique et artistique pour informer les élèves sur les risques sanitaires liés à la Covid.